



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE

DE CUBA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE L'AMBASSADE DE FRANCE À LA HAVANE

N° 1 – Juillet 2023

En bref

Inflation à Cuba : les prix des produits alimentaires ne cessent d'augmenter.

Selon l'ONEI (Office national des statistiques à Cuba), l'inflation en glissement annuel s'établit à 45,5% en mai 2023, tandis que le salaire moyen dans le secteur étatique s'élève à 4 856 pesos cubains, soit environ 200 euros au taux de change officiel, mais seulement 25 euros au taux informel.

Une grande partie de cette inflation est imputable au poste « alimentation » (66,5%), suivi des catégories « restaurants » (65%) et « transport » (29,5%). Seuls les prix des « boissons alcoolisées et tabac » ont enregistré une diminution de 2%. D'après l'ONEI, les prix de la viande de porc et du riz, deux produits de base pour l'alimentation des Cubains, se sont envolés : respectivement +19,5% et +10,2% en un mois.

Par ailleurs, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) par rapport au mois d'avril a été de 3,6%. Toutefois, il convient de souligner que ces données officielles ne reflètent pas les fluctuations subies par le vaste marché informel du pays.

Si la plupart des pays de la Caraïbe sont actuellement confrontés à une inflation importante due à la hausse des prix alimentaires et de l'énergie au niveau mondial, Cuba est particulièrement touchée, notamment en raison de la mise en œuvre de la réforme d'unification monétaire, qui est venue s'ajouter aux effets de la pandémie et des sanctions américaines.

La situation actuelle de l'économie cubaine se caractérise donc par l'inflation galopante, le déficit d'offre sur le marché local, en raison notamment d'un système productif défaillant, et la dollarisation partielle de l'économie qui contraste avec une carence de devises, empêchant l'importation de biens de consommation en quantité suffisante.

LA DONNÉE À RETENIR

45,5%

Inflation entre mai 2022 et
mai 2023

Relations extérieures

Coopération russo-cubaine : un rapprochement sur les questions économiques ?

En mai dernier, a eu lieu la 20ème réunion de la Commission intergouvernementale pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, suivie d'une rencontre à l'Hôtel National entre le Président cubain et le vice-Président du gouvernement de la Fédération de Russie, Dimitri Chernyshenko. A cette occasion, les deux gouvernements ont signé une série d'accords renforçant leurs relations dans différents domaines stratégiques tels que l'intelligence artificielle, l'approvisionnement en blé, le contrôle phytosanitaire, les services douaniers, la construction, la production de sucre ou encore le développement d'entreprises conjointes.

Début 2023, l'île et son 5^{ème} partenaire commercial (633 M USD en 2021) avaient déjà évoqué la création d'un Centre de transformation économique dans le but de modifier l'économie de l'île en s'appuyant sur le développement de l'entreprise privée. Ces annonces, avec comme argument la volonté de soutenir l'ouverture à Cuba, et le rapprochement qui s'opère ces derniers mois avec Moscou suscitent l'inquiétude (notamment des ONG) de voir se reproduire à Cuba le modèle étatique « mafieux » russe.

En outre, un autre signal fort du rapprochement russo-cubain en matière économique a été l'annonce par le gouvernement cubain d'un traitement préférentiel qui sera accordé aux investisseurs russes, leur permettant entre autres de louer et exploiter des terres pour une durée de 30 ans. Boris Titov, chef de la délégation russe du Comité d'affaires russo-cubain, a indiqué que ce geste marque une étape décisive en matière de coopération entre les deux pays, soulignant que les concessions incluent également l'importation en franchise de droits de machines agricoles et le droit de rapatrier les bénéfices en devises étrangères.



Boris Titov, chef de la délégation russe du Comité d'affaires russo-cubain, en visite à La Havane. Source : Reuters.

Par ailleurs, Chernyshenko a annoncé lors de sa venue la reprise des vols réguliers entre la Russie et Cuba, avec la compagnie Aéroflot. Représentant un vivier important pour l'industrie touristique cubaine avec un marché en forte croissance et un potentiel important (+97% entre 2020 et 2021), la présence de visiteurs russes a toutefois été fortement impactée par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Ces derniers mois, Cuba a déclaré à plusieurs reprises qu'elle souhaitait garantir des moyens de paiement pratiques aux touristes russes. En mars, un certain nombre de banques cubaines ont commencé à accepter les cartes russes Mir, un système de paiement en Russie qui permet aux touristes russes d'effectuer des retraits en espèces et de convertir des roubles en pesos cubains.

Visite de Josep Borrell à Cuba : l'UE soutient le développement des MIPYMES

Du 25 au 27 mai, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et vice-Président de la Commission européenne, s'est rendu à Cuba. A cette occasion, il a coprésidé, aux côtés du vice-Premier ministre et Ministre du commerce extérieur, Ricardo Cabrisas Ruíz, et de la vice-Ministre des relations extérieures, Anayansi Rodríguez Camejo, le troisième Conseil Conjoint entre Cuba et l'UE, forum ministériel encadrant l'application de l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération signé en 2016.

Lors de sa visite, le chef de la diplomatie européenne a réaffirmé le soutien de l'UE à la création de MIPYMES, dont le développement contribue à dynamiser l'économie cubaine. L'UE conduit à Cuba un programme d'appui aux MIPYMES d'une enveloppe de 14 millions d'euros, gérée d'une part par l'AFD, d'autre part par le PNUD.

Enfin, Josep Borrell a rencontré la communauté européenne d'affaires, rappelant que 700 entreprises européennes sont installées à Cuba et participent à l'économie de l'île grâce à leurs activités. Ces entreprises contribuent à faire de l'Union européenne le principal partenaire commercial de l'île.



Source : SE de La Havane.

Tournée européenne de Díaz-Canel

La semaine du 19 juin, le Président cubain a effectué une tournée officielle en Europe. Celle-ci a débuté par le Vatican, où il a été reçu par le pape François. La visite s'est poursuivie en Italie, où Díaz-Canel a notamment rencontré des représentants de sociétés italiennes. Il s'est ensuite déplacé en Serbie où un accord a été conclu entre les deux pays autorisant une exemption de visa pour les citoyens cubains titulaires d'un passeport officiel ou diplomatique. Un MoU a été signé dans le domaine de l'agriculture afin de développer la coopération dans ce secteur.

Enfin, la tournée officielle s'est achevée en France, où Díaz-Canel a participé au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, les 22 et 23 juin, en qualité de président du groupe des 77 + Chine, un statut que Cuba détient jusqu'en 2023. Après avoir participé à la cérémonie d'ouverture du sommet, le Président s'est entretenu avec le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres et la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, ainsi qu'avec Emmanuel Macron.



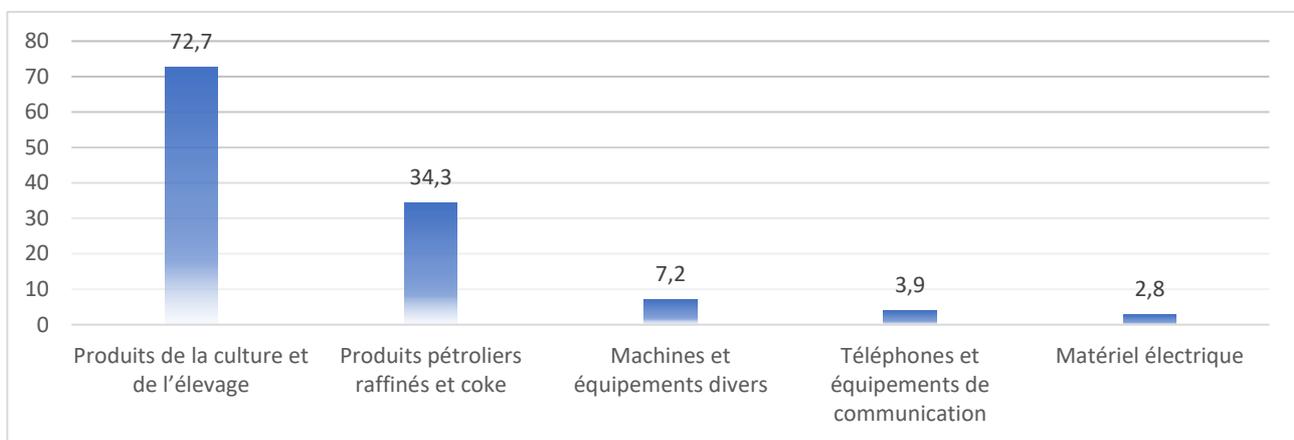
Intervention du Président cubain lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Source : Alejandro Azcuy.

Le sommet a réuni des Chefs d'Etat, des responsables d'organisations internationales et des représentants de la société civile, afin de définir les principes et les mesures nécessaires pour réformer le système financier mondial et lutter contre les hauts niveaux d'endettement.

Relations France-Cuba

Le point sur les échanges de biens franco-cubains entre mai 2022 et avril 2023

Alors qu'en 2022, les échanges de marchandises, entre la France et Cuba avaient chuté de 18,7%, atteignant 130 M EUR (contre 160 M EUR en 2021), en raison de la diminution des exportations françaises vers Cuba (-19,1%), couplée à une réduction des importations depuis l'île (-12,5%), on observe ces derniers mois une reprise des échanges, et notamment des exportations françaises vers l'île. Entre mai 2022 et avril 2023, ces dernières ont représentées à elles-seules 139 M EUR. Sur cette période, selon les données publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects les principaux postes d'exportation sont les suivants :



Source : Graphique élaboré par le SE de La Havane à partir des chiffres publiés par la Direction générale des douanes et droits indirects. Top 5 des exportations françaises vers Cuba pour la période entre mai 2022 et avril 2023, en millions d'euros.

Si les exportations françaises de céréales structurent la plus grosse partie de notre commerce bilatéral (52,3% de nos exportations vers l'île), elles se sont néanmoins réduites par rapport à la période allant de mai 2021 à avril 2022 (-7,8%). La chute des ventes de céréales contraste avec la hausse enregistrée en 2021 (+72% par rapport à 2020).

Autre tendance observée, les 4 premiers mois de 2023 voient se confirmer la restructuration des exportations françaises vers Cuba, avec une hausse des ventes de produits destinés à la construction et à la rénovation, au détriment des produits considérés comme « non essentiels » (parfums et cosmétiques, produits de l'édition et les logiciels, articles de sport, jeux et jouets, coutellerie et quincaillerie, etc), tendance amorcée en 2022.

Concernant les importations françaises de produits cubains, elles représentent 21 M EUR sur la période allant de mai 2022 à avril 2023.

Premier poste d'importation, les boissons alcoolisées et distillées (principalement le rhum) ont connu une hausse importante de leurs ventes, multipliées par deux, pour un montant de 6,6 M EUR (3,3 M EUR entre mai 2021 et avril 2023). Au contraire, les importations de préparations et conserves à base de poisson (notamment composées de langouste), deuxième poste, ont enregistré une baisse significative (2,3 M EUR, -59,2%). Ces deux postes représentent à eux-seuls près de 50% des importations françaises depuis l'île.

Avec une baisse de 6,1% du montant de leurs exportations sur la période (passant de 3 M EUR à 2,9 M EUR), les cigares occupent la 4ème place, derrière les produits de la culture et de l'élevage. La diminution des ventes de cigares s'explique par des récoltes moins bonnes et abondantes qu'à l'accoutumée, dues notamment à la difficulté grandissante à acquérir des engrais (produit importé par Cuba) ainsi qu'à des conditions climatiques défavorables.

Zoom sectoriel

Lutter contre le changement climatique à Cuba : secteur prometteur pour renforcer notre coopération bilatérale.

Environnement et changement climatique, un secteur prioritaire et consensuel

Comme pour l'ensemble des Etats insulaires, **Cuba est directement affectée par les impacts sur les milieux naturels dus aux changements climatiques** (sécheresse, inondations, intensité des ouragans, élévation du niveau de la mer, érosion côtière...). Les émissions de gaz à effet de serre se maintiennent à leur niveau actuel, la température annuelle de l'air augmentera de plus de 1,0 °C d'ici à 2030 et de 3,5 °C d'ici à 2070, par rapport à la période de référence 1961-1990. Cuba a, en conséquence, développé un cadre légal renforcé au fur et à mesure des années pour encadrer la gestion des sujets environnement et changement climatique.

Les autorités cubaines défendent un développement territorial qui soit soutenable dans un contexte **d'adaptation** aux évolutions du climat et **d'atténuation** des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'objectif principal est de contrecarrer les effets du changement climatique sur les zones vulnérables. Ce cadre est régi par le **Ministère de la Science, Technologie et de l'Environnement (CITMA) créé en 1994**, et repose principalement sur la Loi n°81 relative à l'environnement (1997). Le CITMA pilote et coordonne la mise en œuvre du **Plan d'Etat pour la lutte contre le changement climatique (2017)**, (connu sous le nom de **Tarea Vida**¹ « Tâche Vie »).

Basé sur une approche scientifique multidisciplinaire, le plan « Tarea Vida » se concentre sur les actions stratégiques liées aux **typologies de construction et notamment en zone côtière, aux activités agricoles**, (en particulier celles qui ont le plus d'impacts sur la sécurité alimentaire du pays, sur les rotations de cultures impactées par des intrusions salines ou encore sur les effets de la sécheresse), **et à la**

réorganisation des infrastructures menacées notamment en zones côtières, ainsi qu'à l'utilisation de solutions basées sur la nature (reforestation, restauration des plages). Il intègre aussi des aspects de perceptions et de culture, de financements internationaux, de suivi et d'alerte précoce. Il s'agit d'une priorité de l'Etat cubain et qui fait partie intégrante des orientations de planification.

Le Plan national de lutte contre le changement climatique fait partie d'un des deux programmes du Macro-programme n°5 « Environnement et ressources naturelles » du **Plan national de développement économique et social (PNDES) 2030**, document recteur du Ministère de l'Economie et de la planification. Le programme de mise en place de la stratégie environnementale nationale (2021-2025) porte sur le renforcement du cadre légal, la protection de la diversité biologique et des biens et services écosystémiques, l'économie circulaire, l'éducation et la culture pour la soutenabilité du développement de Cuba ainsi que la soutenabilité financière du développement environnemental.



Mise en œuvre du Plan « Tarea Vida » soutenue par la coopération institutionnelle

Après six ans d'existence, le cycle court terme (2017-2020) laisse place au deuxième cycle basé sur des projections sur la période 2021-2025. Grâce au travail conjoint des autorités politiques cubaines, des institutions scientifiques, des organisations internationales, **« Tarea Vida » est devenu un outil majeur qui guide et oriente l'échelle municipale en matière d'actions environnementales** dans le but d'avoir des retombées positives sur les communautés locales et dans la société cubaine de manière générale.

¹ Articulé autour de plusieurs objectifs clés - gestion efficace de l'eau comme mesure de lutte contre la sécheresse, reforestation, protection des récifs coralliens, énergie durable, efficacité énergétique, santé, sécurité alimentaire et tourisme.

En plus de la territorialisation du plan d'Etat pour lutter contre le changement climatique, sa mise en application demande une recherche d'**investissements financiers majeurs** à court (2020), moyen (2030-2050) et long terme (2100). Dès lors, ce plan d'Etat encadre les actions de coopération étrangère avec Cuba dans le domaine environnemental. A titre d'exemple, depuis 2022, l'Union européenne, grâce à son programme **EUROCLIMA+**, accompagne le CITMA dans la **phase 2 du plan « Tarea Vida », à savoir la territorialisation des actions environnementales et climatiques** et à remplir ainsi les objectifs visés par le Macro-programme 5. Ainsi, les municipalités intègreraient la mise en œuvre des politiques climatiques et environnementale dans leur stratégie de développement local. Le focus est réalisé sur la **promotion de territoires résilients et à bas carbone, tout en tenant compte du focus genre et inclusion sociale**. Dans ce cadre et selon les opérateurs institutionnels présents à Cuba, la coopération prend différents formats : coopération financière, transfert d'outils méthodologiques, renforcement des capacités institutionnelles et techniques, plateforme de suivi et de surveillance des indicateurs sur le changement climatique.

D'un point de vue sectoriel, à titre d'illustration, **la gestion intégrée de l'eau** est un des secteurs qui a besoin d'investissements étrangers et dans lequel la coopération technique est très développée. Si 94,5% de la population a accès à l'eau, seul 13% dispose d'un service 24h/24. Le pays compte plus de 22 500 km de réseaux de distribution (dont 3 900 km à La Havane), mais fait face à un taux de pertes très important (*estimations supérieures à 50%*) du fait d'infrastructures vieillissantes. En matière de déchets, la France travaille avec les différentes institutions nationales et locales à un **projet global visant à mettre en place un système de gestion intégrale des déchets solides dans la ville de La Havane**. Si Cuba génère moins de déchets en comparaison avec le reste du monde : 0,67 kg par habitant par jour contre 0,99 dans la région

Amérique latine et Caraïbes et 0,74 au niveau mondial, **plus de 40% des déchets terminent dans une décharge à ciel ouvert**. Seuls environ 30 % des ordures sont collectés au sein d'une déchetterie et moins de 10% des détritiques sont recyclés. Certaines de ces décharges sont, par ailleurs, depuis longtemps arrivées à saturation. La décharge de la « *Calle 100 à La Havane* », ouverte en 1976, couvre 14 hectares et atteint aujourd'hui plus de 20m de hauteur. Elle est à saturation depuis 2005 et doit malgré tout absorber 15 000 (60%) des 25 000 m³ de déchets produits quotidiennement dans la capitale. La coopération joue un rôle crucial. Sur ce sujet, la coopération japonaise est présente depuis 2004 grâce à de la coopération technique ou encore via du don de camions-poubelles. Un rapprochement avec l'Agence de coopération japonaise (JICA) bénéficiera au projet en cours de montage.

En juin 2023, la **Conseillère développement durable**, basée au service économique régional de Mexico, a rencontré les autorités cubaines compétentes sur le sujet, les entités impliquées, à Cuba, sur des projets et actions en faveur d'une plus grande résilience et soutenabilité environnementales. D'un point de vue bilatéral, le CITMA a exprimé le **souhait de renforcer les liens avec le Ministère homologue français et les départements et régions d'outre-mer français** sur les thématiques suivantes : récifs coralliens, érosion côtière, solutions basées sur la nature, réduction des risques liés au changement climatique, espèces migratrices (oiseaux, tortues, mammifères marins). Lors de sa mission, la Conseillère a participé à une session de restitution auprès des autorités cubaines de l'étude de faisabilité réalisée sur un projet visant à renforcer la résilience des écosystèmes côtiers et marins sur les sites pilotes de Guanahacabibes (Pinar del Rio) et Santa Lucia (Camagüey). Il s'agit d'un projet opéré par l'Agence Française de Développement (AFD) et financé sur **Fonds Français pour l'Environnement mondial (FFEM)**. Les ministères sectoriels (environnement, tourisme) y portent un grand intérêt.

L'actualité en bref

Le marché du travail, un portrait de l'économie cubaine

En 2022, Cuba totalisait 11,1 M d'habitants, dont 7 M de personnes en âge de travailler². Les personnes de 60 ans et plus représentaient 22% de la population totale et ce chiffre devrait atteindre près de 35% en 2050, illustrant le phénomène de fort vieillissement de la population cubaine (augmentation de l'espérance de vie, faible taux de natalité et migrations importantes).

D'après les chiffres publiés par l'Enquête nationale sur les professions, en 2022, le nombre d'employés est ainsi passé à 4 680 928 contre 4 912 492 en 2020, une baisse de 4,71%, ce qui représente plus de 231 000 employés en moins. 84% des emplois « perdus » correspondraient au secteur privé.

Par ailleurs, la population active désoccupée (chômeurs) s'élevait à 84 700 personnes en 2022 contre 66 196 en 2020, pour un taux de chômage estimé à 1,8%.

Enfin, la population non active en âge de travailler s'élève à 2 473 807 personnes et regroupe les catégories suivantes: étudiants, personnes dans l'incapacité de travailler, femmes au foyer, etc. Dans cette catégorie, près de 600 000 personnes sont référencées comme étant en capacité d'exercer une activité mais sans étudier ni travailler (femmes de foyer exclues), ce qui reflète certainement le poids du secteur informel à Cuba.

Bilan des fortes pluies à Cuba

De fortes pluies ont frappé, le mois de juin, plusieurs provinces des régions centrale et orientale de Cuba, faisant 6 morts. Les précipitations cumulées ont dépassé les 200 millimètres. Plus de 1 200 logements ont été touchés dont plus de 100 ont été complètement

détruits. Les infrastructures de services publics, tels que les routes, la téléphonie et l'électricité ont été également endommagées, entraînant l'isolement des communautés et des pannes de service.

Par ailleurs, plus de 20 000 hectares de surfaces agricoles ont enregistré des pertes importantes. Le Ministère de l'agriculture signale ainsi des dommages notamment aux cultures de manioc (4 742 ha), de banane (956 ha), de courge (3 763 ha), de riz (1 308 ha) et de café (263 ha). Par ailleurs, il a été indiqué des dommages dans l'élevage, avec 285 animaux noyés dont 159 têtes de bétail et 126 têtes de ovins-caprins.

Ces pluies ont cependant permis d'augmenter considérablement les stocks d'eau dans le pays, en proie à des sécheresses chroniques. Ainsi, les réservoirs du pays ont actuellement en stock 5,9 Mds m³, soient 65% des réserves du pays.

Le gouvernement cubain a, pour sa part, débuté les actions de reconstruction en faisant appel aux habitants et collectivités. Dans ce sens, les équipements agricoles, à l'image de ceux financés dans le cadre du projet PRODEGAN³, ont été destinés aux travaux de réaménagement de routes et chemins.



Le projet PRODEGAN contribue à augmenter la production de produits laitiers et de viande dans la province de Camagüey. Source : Rodolfo Blanco Cué.

² Cette population est composée par les hommes de 17 à 64 ans et femmes de 17 à 59 ans.

³ Ce programme, bénéficiant de fonds AFD, vise à appuyer le gouvernement cubain à développer le secteur de l'élevage, en particulier pour la production de lait et de viande, dans quatre municipalités de la Province de Camagüey.

Quoi de neuf ?

Les VIE et VIA à l'honneur !

Le service économique a contribué, avec l'Association des entreprises françaises à Cuba (AEFC), à l'organisation d'une journée dédiée aux VIE et VIA présents à Cuba, qui a eu lieu le mercredi 14 juin 2023. Objectif de cette initiative : encourager la solidarité et le partage d'expériences entre les VIE-VIA en mission sur l'île, accroître les échanges entre les jeunes talents et les entreprises françaises et l'ambassade et, enfin, promouvoir le dispositif piloté par Business France auprès de la communauté d'affaires.

La journée a commencé par la réunion mensuelle de l'AEFC, présidée par Fabrice Mercorelli, en présence de l'Ambassadeur de France, du service économique, et des représentants des différents services de l'Ambassade. Lors d'un tour de table, les VIA et VIE ont eu l'occasion de se présenter et découvrir les entreprises françaises présentes à Cuba, leurs activités, et leur analyse de la conjoncture économique cubaine.



La réunion a été suivie d'un déjeuner, animé par un question-réponse entre les VIA-VIE et les représentants d'entreprises. L'après-midi, les volontaires ont effectué une visite guidée du Capitole national, édifice emblématique de La Havane, avant de se rendre au Musée du Rhum Havana Club afin de découvrir l'histoire de la fabrication de la boisson nationale. La journée s'est conclue par une réception tenue par l'Ambassadeur à la Résidence de France.



A Cuba, 15 VIE sont actuellement en mission. Les spécialités des jeunes talents sont variées : ingénierie technique, développement commercial, marketing, logistique, gestion de projets, etc.

Partir en VIE, c'est acquérir une expérience professionnelle indemnisée à l'étranger. Le jeune professionnel internationalise son réseau, se voit confier des missions formatrices et améliore sa maîtrise d'une langue étrangère, tout en découvrant un pays et une culture en toute sécurité. Le VIE constitue un atout de taille pour accéder à l'emploi et un accélérateur de carrière à l'international.

L'expérience internationale et le cadre sécurisant du VIE sont très attractifs pour les entreprises. Accueillir un volontaire au sein de son équipe, c'est la garantie d'intégrer un jeune talent autonome et responsable, source d'inspiration et de richesse. L'entreprise bénéficie de conditions financières avantageuses et d'une gestion administrative déléguée à Business France.

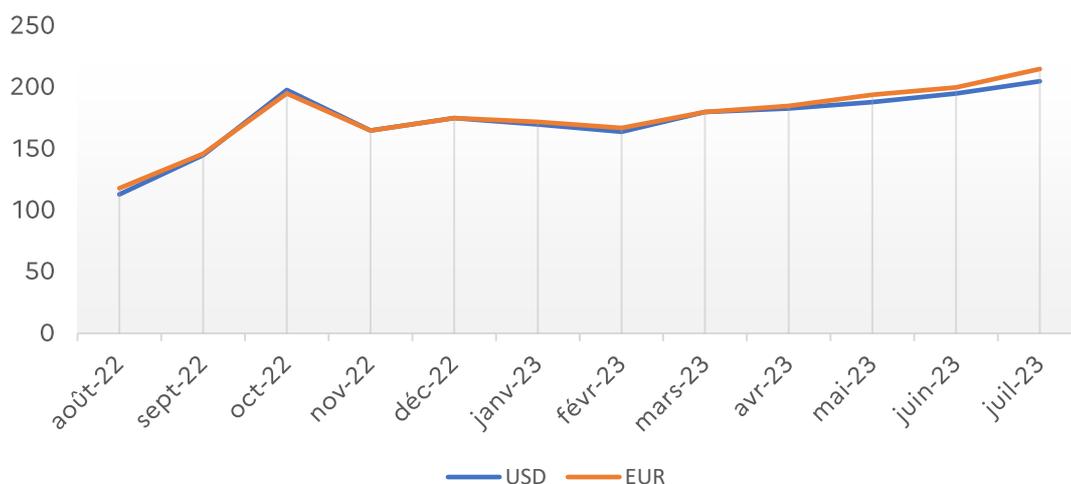
[Vous êtes une entreprise française implantée à l'étranger et vous souhaitez recruter un VIE ?](#)



Focus statistique

Marché parallèle de devises : l'euro bat des records à Cuba

Evolution du taux de change sur le marché informel



Source : Graphique réalisé par le service économique à partir des données fournies par [El Toque](#).

Le taux de change de l'euro enregistre un nouveau record face au peso cubain (CUP) sur le marché informel de devises. Après une légère stagnation, aux alentours de 185 CUP pour 1 EUR, l'euro flambe ces dernières semaines face à la monnaie locale, atteignant ainsi les 215 CUP l'unité. Le dollar américain connaît lui aussi une hausse de sa valeur, atteignant les 205 CUP à la vente sur le marché parallèle au 1^{er} juillet.

Pour contrer le développement du marché informel, le gouvernement avait décidé, en août 2022, de réactiver le marché de change officiel, permettant aux particuliers de vendre leurs

devises à l'Etat à un taux de change supérieur au taux officiel (1 USD/24 CUP, 1 EUR/27 CUP). Ainsi, les taux fixés par la Banque centrale de Cuba sont de 1 EUR/125 CUP et 1 USD/ 110 CUP, afin d'encourager les vendeurs à passer par les canaux officiels, et ainsi permettre à l'Etat de collecter les devises dont il manque cruellement.

Cependant, la réforme de 2022 n'a pas eu les effets escomptés : l'accroissement de la demande de devises et l'absence d'offre spécifique pour les entrepreneurs privés obligent la population à continuer à passer par les canaux non officiels.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international